



Monsieur le Président,

Ma délégation salue les efforts faits par le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international et remercie le Secrétaire général pour son rapport y relatif.

Ma délégation relève que La mondialisation, dont certaines facettes se sont manifestées d'une façon plus prononcée ces dernières années a provoqué

l'apparition de nouveaux enjeux et de nouvelles problématiques, mais également de nouvelles normes et de nouveaux acteurs. La communauté

internationale n'est plus seulement régie par des États souverains œuvrant en

l'Asie et le Pacifique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes) puissent jouer leur rôle et permettent d'offrir des possibilités supplémentaires de perfectionnement en droit international.

**Monsieur le président**

restriction des places pour la participation au cours régional de droit international et souhaite fortement qu'il soit plus ouvert afin de donner la possibilité à plus d'apprenant d'y prendre part. La session qui s'est tenue à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à Addis-Abeba, du 11 février au 8 mars 2019 laisse un peu songeur, car, sur les 252 candidatures reçues, en

La délégation encourage la Division de la planification à poursuivre ces

recherches en vue de rassembler, d'établir et d'imprimer les documents

gré des supports et documents pédagogiques, publications juridiques et d'autres documents de droit international fournis aux participants des pays en développement n'ayant qu'un accès limité à Internet afin de faciliter leurs recherches électroniques. Elle souhaite que l'accent soit également mis sur la recherche de financements qui permettraient de soutenir les participants des

civiles, etc. De plus, ce programme pourrait envisager interagir avec divers partenaires tels les ONG ou les multinationales afin d'entreprendre des actions